

OIM INFOS

GERER LES MIGRATIONS DANS L'INTERET DE TOUS



Rédacteur en chef :

Jean-Philippe Chauzy

Rédacteurs :

Niurka Piñeiro,
Chris Lowenstein-Lom

Collaborateurs :

Le personnel de l'OIM dans le monde entier

Conception et mise en page :

Camille Pillon
Angela Pedersen

Traduction :

Pierre Nicolas
Michel Boussommier

Photo de couverture :

Qader Sufi et sa famille sont de retour dans leur foyer, dans la vallée d'Astana. Ils en avaient été chassés par la sécheresse. Le projet de réintégration de l'OIM dans la vallée d'Astana a permis d'alimenter en eau potable huit villages de la région.
© OIM 2003 (Photo: Julia Hartlieb)

OIM Infos est publié tous les trois mois en anglais, français et espagnol. Pour tout renseignement et toute correspondance, s'adresser à :

Organisation internationale pour les migrations
C.P. 71, CH 1211 Genève 19, Suisse
Tél: +41.22.717 91 11
Fax: +41.22.798 61 50
E-mail: info@iom.int

L'OIM croit fermement que les migrations organisées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. En tant qu'organisme intergouvernemental, l'OIM collabore avec ses partenaires au sein de la communauté internationale afin de résoudre les problèmes pratiques de la migration ; de mieux faire comprendre les questions de migration ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

OIM Infos est disponible
sur l'Internet :

<http://www.iom.int>

Sommaire

Les Kazakhs de souche rentrés au pays retrouvent la pauvreté

3

L'OIM intensifie sa lutte contre la traite au Cambodge

6

Des vies brisées dont il faut recoller les morceaux

8

L'OIM en Afghanistan

10

Un réalisateur de cinéma primé bénéficie de l'aide du Programme de l'OIM pour le retour des Afghans qualifiés

12

Un médecin africain rentré au pays fait œuvre de pionnier dans sa pratique

14

Morts de faim, de froid et de maladie: L'indemnisation des Roms de Roumanie qui ont été déportés en Transnistrie pendant la deuxième guerre mondiale

16

MIGRA donne la parole aux migrants

18

Aide à la population locale et aux Colombiens déplacés dans les provinces frontalières du nord

20



© OIM 2003 (Photo: Julia Hartlieb)

Jona et sa famille ont pu regagner leur lieu d'origine avec l'aide de l'OIM.

Pour plus d'informations sur les programmes de l'OIM en Afghanistan, voyez les pages 10 et 11.

Les Kazakhs de souche rentrés au pays retrouvent la pauvreté



Depuis le tertre de Baibesik, une nouvelle zone d'installation pour immigrants kazakhs, la vue sur Almaty et les montagnes proches a de quoi couper le souffle. La vie n'y est cependant pas si facile. Cette communauté, qui vit dans l'ombre de la dynamique capitale financière du pays, ne voit toujours pas ses besoins fondamentaux satisfaits, notamment ses besoins en eau et en électricité et ce, plus d'un an après son installation.

Sans aucune aide de l'État ni aucune véritable assistance extérieure, les « oralmans » (« personnes rapatriées » en Kazakh) tentent de prendre un nouveau départ dans ce qu'ils considèrent comme leur patrie historique.

La fin de l'ère soviétique en 1991 a vu s'ouvrir une « boîte de Pandore de la migration » dans les anciennes républiques soviétiques. L'assouplissement du

système soviétique oppressif, lié à la suppression de la plupart des formalités de voyage, a permis aux habitants de se déplacer entre l'ancien bloc soviétique et le reste du monde.

S'il est vrai que cette ouverture a été accueillie avec satisfaction par tous ceux qui, dans l'ancien bloc soviétique, désiraient se mouvoir plus librement, elle a également provoqué un formi-

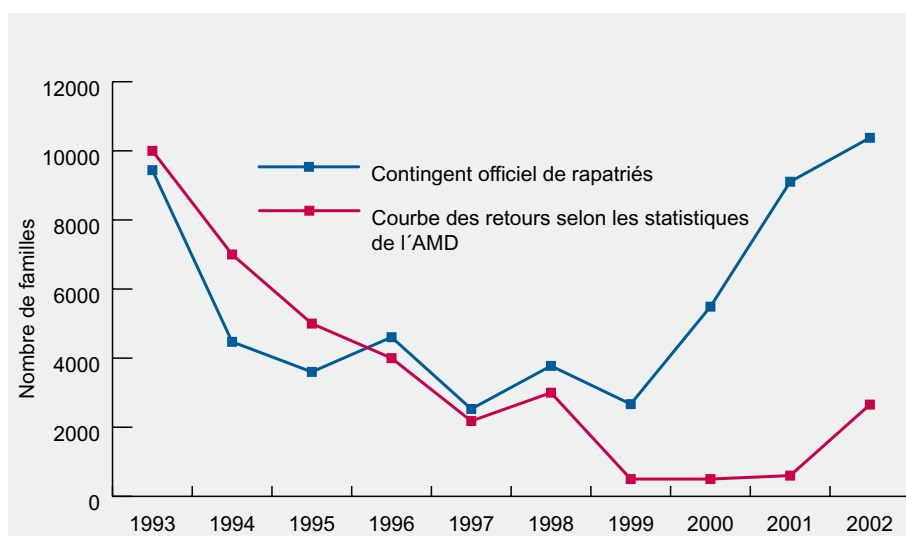
dable exode de migrants. Cet afflux de migrants a de toute évidence été en partie déclenché par la crise sociale et économique qu'a entraînée la baisse rapide du niveau de vie. Cela dit, d'autres facteurs y ont concouru, notamment dans le cas du Kazakhstan.

La fin du régime soviétique a donné l'occasion de corriger des injustices historiques. Sous Staline, le Kazakhstan était littéralement le dépotoir de nations entières: des Tchétchènes, des Tatares de Crimée et des Allemands y furent notamment déportés. L'indépendance a été l'occasion pour diverses nations vivant au Kazakhstan de revenir dans leurs territoires ou pays d'origine. Ces premiers jours de liberté ont rapidement été suivis d'un cauchemar démographique que le Kazakhstan n'a pas encore surmonté.

D'après les sources officielles, de 1992 à 2000, plus de 2 millions de citoyens ont quitté le pays, faisant de ce déplacement l'un des exodes les plus importants de l'histoire moderne hors des contextes de guerre et d'insurrection.

L'ouverture des frontières a également donné la possibilité aux Kazakhs de souche qui vivaient à l'étranger de regagner leur patrie historique. Pour la plupart des Kazakhs se trouvant à l'étranger, décider de rentrer au Kazakhstan ne signifiait pas revenir dans le pays qui les avait vus naître. Il s'agit en effet de descendants de ceux qui ont fui le territoire du Kazakhstan après la révolution ou les purges stalinienne des années 30.

En 1993, un système de contingentement de l'immigration a été mis en



place, assurant aux Kazakhs de souche désireux de rentrer au Kazakhstan la gratuité du transport, un logement et un emploi dans l'économie d'Etat. L'Agence de la migration et de la démographie (AMD), un organisme d'Etat spécialisé, a été créé en 1997 pour s'occuper du problème pressant qu'était devenue l'immigration. Depuis lors, la plupart des fonds destinés aux programmes d'immigration sont consacrés à l'achat de logements pour les familles admises au bénéfice du système et à leur transport. Le contingent est fixé tous les ans par décret présidentiel, mais il est fréquent qu'il ne corresponde pas à la vague réelle d'immigration. Malheureusement, il n'existe pas non plus de critères transparents pour faire entrer des catégories particulières d'immigrants dans le contingent de logements, ce qui fait que les immigrants les plus démunis restent souvent privés de toute aide de l'Etat.

Contrairement à ses voisins, le Kazakhstan voit son économie se développer rapidement grâce aux capitaux provenant des ressources pétrolières nouvellement exploitées dans le bassin de la mer Caspienne. Ceci pousse les Kazakhs de souche des pays voisins qui sont dans une situation économique difficile à converger vers le Kazakhstan. La profonde crise économique que connaît l'Asie centrale et la catastrophe que représente l'assèchement progressif de la mer d'Aral poussent un grand nombre de personnes appauvries à prendre la route du Kazakhstan, même si elles ne sont pas inscrites dans le contingent.

Ces personnes ont néanmoins droit au statut d'oralman à leur arrivée au Kazakhstan si elles peuvent prouver leur origine kazakhe. Après quoi, lorsqu'elles ont satisfait aux longues formalités bureaucratiques, elles peuvent obtenir la citoyenneté. Cette acceptation automatique sur la base de critères ethniques constitue une forte incitation pour ceux qui veulent venir au Kazakhstan. Depuis 1991, selon les chiffres officiels, plus de 275 000 Kazakhs de souche sont ainsi revenus à leur patrie historique.

Cependant, la plupart des migrants appartenant à cette catégorie proviennent des couches les plus pauvres de la société. Ils n'ont pas grand chose à perdre dans leur pays de naissance et pour eux, s'installer au Kazakhstan, même sans aide, représente le seul espoir d'améliorer leur situation. Les gens de Baibesik font partie de cette catégorie.

Baibesik a été créé grâce aux efforts déployés par Asar, une ONG locale qui s'occupe des questions concernant les

Pays d'origine

Immigrants kazakhs (personnes) ¹

Ouzbékistan	138 136
Mongolie	67 937
Turkménistan	31 645
Russie	11 945
Tadjikistan	10 629
Chine	5 397
Iran	5 299
Turquie	2 154
Afghanistan	1 540
République kirghize	1 147
Pakistan	1 000
Pays arabes	93
Autres pays de la CEI	39

¹ Statistiques officielles de l'Agence de la migration et la démographie au 30 juin 2003.



Les femmes ayant immigré à Merke, au Kazakhstan, ont reçu une aide de l'OIM et du Croissant-Rouge pour ouvrir leur propre atelier textile. Elles ont obtenu gratuitement une salle de l'administration du district et ont reçu un don de 3 000 dollars des États-Unis pour acheter les machines. Elles ont enregistré leur centre communautaire en tant qu'ONG. La dernière fois que le personnel de l'OIM leur a rendu visite, elles ont signalé qu'elles recevaient beaucoup de commandes, notamment de la population locale qui a besoin de coussins et d'habits traditionnels pour les mariages et autres fêtes.

oralmans. L'administration municipale lui a octroyé un secteur assez vaste pour accueillir plus de 180 familles immigrantes vulnérables qui pourront y construire leur maison et commencer une nouvelle vie au Kazakhstan. L'OIM a apporté son concours en finançant la planification du secteur. Depuis lors, plus de 40 familles sont venues s'installer à Baibesik et y ont elles-mêmes construit leur maison.

Malgré la présence de ces 40 familles à Baibesik, l'administration locale tarde à fournir les équipements collectifs attendus. Plus d'une année s'est écoulée depuis que les terrains ont été mis à disposition et l'on attend toujours ces équipements.

Un oralman d'Ouzbékistan a dit à l'OIM « J'ai l'impression d'être Robinson Crusoe sur une île obscure et isolée, entouré par la ville mais sans eau ni électricité. Le gouvernement nous a oubliés et nous ne savons plus quoi faire ni à qui nous fier ».

La plupart des rapatriés qui ne relèvent pas du contingent officiel peuvent attendre des années sans une aide

d'établissement convenable, sans formation, ni citoyenneté. Or, les étrangers n'ont pas accès au crédit. De ce fait, de nombreux rapatriés restent parmi les segments les plus pauvres et les plus marginalisés de la société.

L'OIM a aidé les rapatriés en collaboration avec des organismes locaux tels que Asar où le Croissant-Rouge dans le souci de favoriser l'intégration des migrants vulnérables. Depuis 1999, elle a apporté aux immigrants kazakhs une aide de quelque 300 000 dollars des États-Unis.

Grâce au nouveau programme « Développement des ONG œuvrant dans le domaine de la migration », l'OIM pourra dispenser une formation et fournir une aide technique aux organisations s'occupant de migrants. Par ailleurs, bien que le Kazakhstan ne soit plus un pays ayant besoin d'une assistance humanitaire, l'OIM Almaty propose un nouveau projet aux donateurs. Le projet « Intégration des immigrants » d'un montant de 650 000 dollars des États-Unis vise à apporter une aide aux immigrants de différentes

origines ethniques, y compris les oralmans.

Par ailleurs, l'OIM souhaiterait organiser à Baibesik un atelier sur la construction de logements qui fait cruellement défaut et apporter une aide aux 37 familles les plus pauvres de cette communauté sous forme de matériaux de construction. L'OIM envisage également, de concert avec le Croissant-Rouge et en se fondant sur l'expérience déjà acquise, de créer 16 centres communautaires et de fournir du bétail à au moins 250 femmes immigrées. Il faudrait également effectuer une recherche pour déterminer le niveau de pauvreté des immigrants afin de sensibiliser le public à leurs problèmes d'intégration. Il est également vital de dispenser une formation et d'apporter une aide juridique aux communautés d'immigrants et d'assurer un échange d'informations constructif entre les communautés et les pouvoirs publics afin d'améliorer la politique d'immigration actuelle.

Marc-Antoine Desy
OIM Almaty

L'OIM intensifie sa lutte contre la traite au Cambodge



Les villes et les villages de la province de Battambang (ouest du Cambodge) émergent de décennies de conflits armés qui ont détruit les familles et anéanti leurs moyens d'existence. Dans cette économie dévastée, la pauvreté sévit et les emplois sont rares.

Pour les jeunes Cambodgiens vivant dans la zone frontalière, la prospère économie thaïlandaise toute proche agit comme un miroir aux alouettes. Malheureusement, leurs espoirs ont fait éclore une nouvelle industrie dans la province: la traite des femmes et des enfants.

Sophéa,* qui habite une petite ferme à 10 kilomètres de la frontière près de la ville de Pailin, avait 14 ans lorsqu'elle a décidé de suivre les conseils de ses amis et d'accepter un emploi en Thaïlande qui lui permettrait – disaient-ils – d'envoyer de l'argent à sa famille.

Cinq ans plus tôt, son père, victime d'une mine antipersonnel, s'était trouvé dans l'incapacité de retourner travailler aux champs, et la famille de Sophéa s'était vue plongée dans la misère et les dettes.

La promesse d'un bon travail à l'étranger payant suffisamment pour subvenir aux besoins de la famille semblait être la réponse à ses prières et Sophéa accepta donc un emploi de serveuse en Thaïlande. « Que pouvais-je faire d'autre? » demande-t-elle.



Bien sûr, cet emploi n'existait pas et les recruteurs de Sophéa la vendirent aussitôt à un bordel thaïlandais. Après des mois d'exploitation sexuelle et de mauvais traitements, elle a finalement réussi à rentrer chez elle.

La mésaventure de Sophéa, analogue à tant d'autres mésaventures vécues par d'autres femmes et enfants cambodgiens des zones frontalières victimes de gangs de trafiquants opérant dans l'industrie thaïlandaise du sexe, a conduit l'OIM à ouvrir un bureau à Battambang au début de cette année.

Selon Vincent Keane, chef du bureau de l'OIM au Cambodge, les campagnes d'information mettant en garde les

jeunes Cambodgiens des villages frontaliers contre la traite des êtres humains sont une arme essentielle pour lutter contre cette activité criminelle. « Si les jeunes dans les villages sont alertés et s'ils savent qu'une offre d'emploi à l'étranger peut se révéler un guet-apens destiné à les amener à la prostitution forcée, la plupart d'entre eux y réfléchiront à deux fois avant d'accepter, même si leurs conditions d'existence sont critiques ».

Sur un ensemble de huit projets déployés par l'OIM au Cambodge pour lutter contre la traite, l'USAID finance actuellement une campagne d'information multimédia à l'échelle provinciale dont le but est de sensibiliser la population à ce fléau. Ce projet met l'accent sur des activités déployées dans les villages aux fins de favoriser les réseaux communautaires de lutte contre la traite et d'informer les villageois.

Le même projet prévoit également la constitution d'une base de données consacrée à la lutte contre la traite et qui favorisera la collecte et l'analyse de données en la matière, ce qui permettra en retour de contribuer à l'élaboration de politiques efficaces de lutte contre ce phénomène au Cambodge.

Un deuxième projet de l'OIM dans ce domaine, intitulé « Santé mentale de l'enfant et lutte contre la traite (soutien familial) », financé par le Gouvernement japonais, adopte une approche légèrement plus large. Il vise à lutter

* Prénom fictif.

contre la traite par la diffusion d'informations, tout en renforçant la capacité des fonctionnaires gouvernementaux et des forces de police à faire face à ce problème et à fournir aux victimes de la traite une aide au retour et à la réintégration. Il s'appuie sur les écoles locales pour diffuser des informations crédibles et tente de former les enseignants aux problèmes juridiques et socio-économiques que pose la traite.

Si les campagnes d'information offrent la possibilité de réduire à moyen et à long terme le nombre de femmes et d'enfants tombant aux mains des trafiquants, d'autres programmes cambodgiens de lutte contre la traite ont été mis sur pied pour apporter une réponse à un problème plus immédiat: les besoins sanitaires et socio-économiques des victimes.

« L'un des défis majeurs que doivent relever le Cambodge et plus généralement toute la région du bassin du Mékong est le retour des victimes de la traite et leur réinsertion réussie dans la société. Si les conditions socio-économiques régnant dans le pays n'incitent pas les gens à y rester, il existe un risque réel de voir les victimes retomber aux mains des trafiquants », affirme Vincent Keane.

Un projet de l'OIM financé par le Gouvernement australien est spécifiquement consacré au retour en sécurité des femmes et des enfants victimes de la traite en direction et en provenance du Cambodge, de la Thaïlande, du Viet-Nam, du Myanmar, du Laos et de la Chine. Réalisé en partenariat avec les gouvernements concernés et des ONG, il propose en outre une formule globale de réintégration devant permettre aux bénéficiaires de prendre un nouveau départ dans la vie.

Mais cela peut fréquemment s'avérer un processus complexe. Contrairement à Sophéa, que sa famille s'est réjouie d'accueillir à nouveau en son sein, l'OIM estime que la moitié seulement des victimes réintègrent leur famille dans les quelques mois qui suivent leur retour.

Dans de nombreux cas, les familles sont trop démunies pour assurer la subsistance des victimes ou ne veulent tout simplement plus les revoir. Dans d'autres cas, il peut se faire que la victime n'ait plus de foyer ou qu'il soit



Un psychologue interroge un enfant cambodgien victime de la traite.

impossible de localiser sa famille, comme le confirment les fonctionnaires de l'OIM opérant dans le cadre d'un autre projet de réadaptation sur le long terme financé par le Gouvernement des Etats-Unis, qui porte sur la réinsertion des victimes regagnant le Cambodge avec l'aide de l'OIM.

En plus d'une aide socio-économique, les victimes ont souvent besoin d'une aide psychosociale pour surmonter les traumatismes qu'elles ont vécus. Le projet de réadaptation psychosociale de l'OIM, financé par l'USAID, donne aux victimes l'accès à une psychothérapie appropriée devant leur permettre de tourner la page, ce qui les rend d'ailleurs moins vulnérables face aux trafiquants.

A mesure que l'OIM intensifie sa lutte contre la traite des êtres humains au Cambodge, de nouveaux projets sont

mis à l'étude. C'est notamment le cas d'un projet national d'analyse des informations de police destiné à renforcer les capacités des forces de l'ordre à enquêter sur les cas de traite, à se porter au secours des victimes et à les diriger vers les services appropriés, à arrêter les criminels et à faire en sorte qu'ils soient poursuivis.

Un autre projet proposé vise à créer un meilleur cadre pour la protection des droits de l'homme moyennant l'adoption d'une meilleure législation, le renforcement de l'efficacité du corps judiciaire, une prise de conscience accrue au sein de la communauté des hommes de loi et une meilleure protection des victimes garantie par les textes.

Des vies brisées dont il faut recoller les morceaux



Roberto et Anna au centre « 't Huis »

© OIM 2003 – MBE0003, MBE0006 (Photos: Thomas Moran)



Ces deux dernières années, près de 3 000 mineurs d'âge non accompagnés, demandeurs d'asile ou clandestins sont arrivés en Belgique. Ce qui les y attend, c'est soit la prostitution forcée soit l'exploitation économique. Deux jeunes victimes de la traite se sont récemment confiées à Rita Nemeth, un membre du personnel de l'OIM. Elles se trouvent actuellement au refuge des victimes de la traite « 't Huis » à Alost, en Belgique.

La vie d'Anna

Interrogée sur l'expérience qu'elle a vécue au cours de l'année écoulée en Belgique en tant que victime de la traite, Anna, une adolescente de 14 ans originaire de Sofia en Bulgarie a fondu en larmes et n'a pu que murmurer ces mots: « mauvais, mauvais! ».

Appartenant à la communauté Rom, Anna n'a pas eu une existence facile. Ses deux frères, sa sœur et elle-même ont été élevés dans un dénuement extrême, leurs moyens d'existence se résumant à la mendicité, au lavage de voitures et aux menus larcins. Ne mangeant jamais à sa faim et ne fréquentant l'école qu'épisodiquement, Anna a dû en plus supporter les mauvais traitements physiques de son père alcoolique. Elle ignore ce qu'est devenue sa sœur cadette âgée de 13 ans, vendue par son propre père et emmenée en France.

Anna a vu sa propre vie basculer le jour où deux hommes inconnus se sont approchés d'elle et lui ont intimé l'ordre de les suivre. Comme elle refusait, elle

a été poussée de force dans leur voiture, où se trouvait déjà une femme manifestement droguée. Elle n'a que peu de souvenirs du voyage qui l'a conduite en Belgique, mais se rappelle avoir été mise sous sédatif et avoir interrogé ses ravisseurs chaque fois qu'ils traversaient une frontière internationale. Ceux-ci se bornaient à lui répondre « ce qui compte, c'est que tu sois avec nous ».

Anna s'est vu remettre un faux passeport et a été contrainte à se prostituer jusqu'à ce que la police l'appréhende pour vol et la conduise au refuge d'Alost pour victimes de la traite. Elle n'a pas quitté ce centre depuis septembre et se réjouit de pouvoir fréquenter l'école.

« Ici », murmure-t-elle, « je peux aller à l'école, personne ne me donne

d'ordres ou ne me demande de faire des choses que je ne veux pas ».

La vie de Roberto

Parce qu'on lui avait assuré qu'il y avait de vraies opportunités pour les musiciens en Europe, Roberto, un jeune Equatorien de 16 ans, a décidé de quitter son pays dans l'espoir de venir en aide à sa famille. Son père, maçon, ne travaillait que par intermittence et sa mère vendait des fruits. La famille n'avait que peu d'argent pour acheter de quoi se nourrir. Roberto est arrivé en Europe en mars 2003. Les trafiquants qui lui avaient acheté son billet d'avion pour l'Europe lui ont confisqué son passeport à l'arrivée.

Roberto n'est guère bavard sur l'expérience qu'il a vécue en Europe, se bornant à dire qu'il a joué comme musicien de rue en France et a vécu à Bruxelles. Les trafiquants lui reprenaient l'argent qu'il gagnait et ne lui en laissaient que très peu pour s'alimenter. Forcé de partager un minuscule logement avec six autres personnes, il lui arrivait souvent de rester le ventre creux.

La police l'a emmené au refuge en juillet 2003. Il se dit amer d'avoir laissé ses amis et sa famille, à qui il avait espéré venir en aide.

Le projet de lutte contre la traite de l'OIM/Bruxelles vient en aide aux victimes, et notamment aux mineurs d'âge non accompagnés

Une étude effectuée sur une période de quatre mois en coopération avec des ONG a permis de dresser le profil des victimes de la traite, d'obtenir des informations sur les épreuves que les trafiquants leur font vivre, et d'établir des procédures en vue de leur retour en sécurité et de leur plein gré. Ce projet met en outre l'accent sur les services offerts aux victimes qui regagnent leur pays d'origine et sur l'identification des organismes pouvant faciliter la réintégration des victimes.

Un autre projet a été mis sur pied afin de faciliter le retour et la réintégration des victimes en Belgique. Il a pour objet d'apporter aux victimes de la traite une aide au retour et à la réintégration dès leur retour au pays. D'ores et déjà, il est prévu de le proroger jusqu'à la fin de 2004.

A ce jour, neuf personnes ont regagné volontairement leur pays d'origine. Les formules globales de réintégration qui leur sont offertes ont été spécialement conçues pour répondre aux besoins de chaque victime et comprennent une aide au voyage et à la réintégration, des soins médicaux et psychologiques, des conseils axés sur l'éducation, l'emploi et la famille, ainsi qu'un suivi rapproché devant permettre de garantir leur bien-être.

Nouveaux titres!

Labour Migration in Asia

Trends, challenges and policy responses in countries of origin

En réaction aux pénuries chroniques de main-d'œuvre des années 70 et 80 dans les riches Etats arabes pétroliers, quelques Etats asiatiques ont été parmi les premiers à appliquer activement une politique d'emploi outremer ou une politique de migration de main-d'œuvre visant à assurer la protection de leurs nationaux travaillant à l'étranger, améliorer la situation de l'emploi sur le plan national et augmenter leurs rentrées de devises. Cet ouvrage s'intéresse aux tendances récentes de la migration de main-d'œuvre en Asie, aux problèmes et aux défis se posant aux migrants comme aux pays d'origine, et aux mesures politiques prises par les Etats. Il contient des articles rédigés par des spécialistes de la migration de main-d'œuvre de l'OIT, de l'OIM et de l'APRN (Asia Pacific Migration Research Network), en plus d'un compendium des politiques et pratiques en matière de migration de main-d'œuvre dans neuf des principaux pays asiatiques exportateurs de main-d'œuvre.

184 pages – ISBN 92-9068-177-2

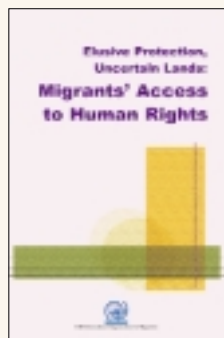


Elusive Protection, Uncertain Lands: Migrants' Access to Human Rights

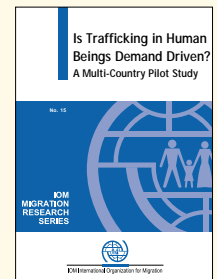
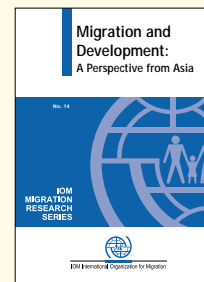
Cette étude traite de la question de la vulnérabilité particulière des migrants aux atteintes aux droits de l'homme et de la nécessité de reconnaître et protéger leurs droits dans la pratique tout comme dans le cadre du droit international et national.

Il est dit dans cette étude que les Etats-nations ont non seulement le devoir moral de défendre les droits des migrants par une action tant individuelle que collective, mais que cela répond également à l'intérêt bien compris de leur population. La protection des droits humains des migrants est présentée comme un élément vital, indissociable du maintien d'un système harmonieux de migration à l'échelon mondial.

62 pages – US\$ 26 – ISBN 92-9068-172-1



Migration Research Series



No 14 – Migration and Development: A Perspective from Asia
(42 pages – ISSN 1607-338X – US\$16)

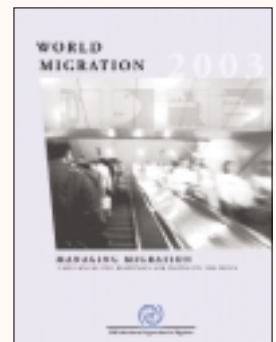
No 15 – Is Trafficking in Human Beings Demand Driven? A Multi-Country Pilot Study (52 pages – ISSN 1607-338X – US\$16)

World Migration 2003

Sur la base de la masse des données recueillies et de leur interprétation, ce rapport de l'OIM dresse un vaste tableau des données et des analyses de référence sur les mouvements de population.

L'édition 2003 est articulée autour du thème central de la gestion des migrations. Les mesures mises en œuvre pour répondre à des problèmes migratoires spécifiques sont débattues dans une série d'essais où l'accent est mis tout à la fois sur l'aspect géographique et sur l'aspect thématique.

400 pages – US\$ 60
ISBN 92-9068-144-6 – ISSN 1561-5502



La liste des publications de l'OIM est disponible en ligne à l'adresse Internet suivante :

<http://www.iom.int>

Les publications de l'OIM sont à commander à l'adresse suivante :

Organisation internationale pour les migrations, Unité recherche et publications
17 route des Morillons, CH-1211 Genève 19, Suisse
Tél : +41.22.717 91 11, Fax : +41.22.798 61 50, E-mail : publications@iom.int

Toute commande doit être accompagnée du paiement, lequel peut se faire soit par traite bancaire internationale, soit par mandat postal en dollars EU, payable à l'Organisation internationale pour les migrations à Genève.

Il est en outre possible de se procurer les publications de l'OIM dans les bureaux de vente des Nations Unies :
E-mail : unpubli@unog.ch (Genève) ou publications@un.org (New York)



Retour et réintégration

Opérant de concert avec le Ministère aux réfugiés et aux rapatriés et avec le HCR, l'OIM aide les personnes déplacées à rentrer chez elles. Au cours des deux dernières années, elle a ainsi aidé 450 000 déplacés internes et réfugiés à regagner leur communauté d'origine dans toutes les régions de l'Afghanistan. L'OIM se charge en outre de l'enregistrement, des sélections médicales, de la fourniture de vivres et de la mise en place d'abris ou de logements provisoires à l'intérieur d'un réseau de sept centres d'hébergement de nuit, sans compter les « paquets » de réintégration.

Aide au retour et à la réintégration de déplacés internes regagnant Bamyan
© OIM 2003 (Photo: Julia Hartlieb)

Retour d'Afghans qualifiés

Ce programme vise à redynamiser les efforts de redressement au lendemain du conflit en Afghanistan, grâce au retour de cadres afghans exilés. Depuis le début du programme en 2000, l'OIM a ainsi placé dans des postes d'importance vitale plus de 500 expatriés afghans hautement qualifiés qui résidaient dans 24 pays différents. Environ 20 % des bénéficiaires sont des femmes. Tous figuraient dans le fichier de main-d'œuvre afghane qualifiée du RQA qui contient aujourd'hui plus de 4 200 noms.

La juriste Nassery ASMA est accueillie par un membre du personnel de l'OIM à son arrivée en Afghanistan.

© OIM 2003 (Photo: Yuko Hamada)



Centres d'accueil de femmes

En mars 2003, l'OIM a commencé à construire et équiper 14 centres provinciaux d'accueil de femmes et à en soutenir les programmes. Ces centres serviront d'antennes au Ministère de la condition féminine et mettront à disposition des locaux pouvant servir à des activités de formation dans des domaines divers et à des initiatives de sensibilisation devant profiter aux femmes afghanes. Un financement a été dégagé pour de modestes subventions devant permettre l'organisation d'ateliers de sensibilisation dans le domaine juridique ainsi que des cours axés sur l'acquisition de compétences susceptibles de donner accès à des activités rémunératrices, des cours d'alphabétisation et des séances d'apprentissage accéléré pour les femmes rurales.

Habiba Sorabi, Ministre de la condition féminine, lors de la célébration d'ouverture d'un centre financé par l'OIM dans la province de Parwan

© OIM 2003 (Photo: Haki Abazi)



L'OIM e

La présence de l'OIM en Afghanistan remonte à 1993. Aujourd'hui, elle est également présente à Kaboul.

En 2001, l'OIM a entrepris de gérer deux camps de réfugiés. Sont ensuite venus s'ajouter d'autres camps de réfugiés pour répondre à la crise humanitaire provoquée par la convention d'urgence visant à procurer aux déplacés des conditions hivernales, des articles non alimentaires.

Aujourd'hui, l'accent est davantage mis sur la réintégration. S'appuyant sur 33 agents internationaux et 33 agents locaux, l'OIM aide la réintégration des déplacés internes et des Afghans très qualifiés de l'étranger, ainsi que les femmes.

en Afghanistan

Depuis 1992, date à laquelle elle a ouvert son premier bureau à Herat, Kaboul, Gardez, Kandahar, Mazar-e-Sharif, Kundunz, Bamyan et Maimana.

Elle gère des vastes camps de déplacés internes dans la province d'Herat, auxquels s'ajoutent les parties occidentale et septentrionale du pays. Cette même année, frappée par la guerre et la sécheresse, elle a lancé un programme d'intérêts internes et autres personnes vulnérables des logements adaptés aux besoins, un appui logistique et une aide aux déplacements.

En plus de l'aide d'urgence à la reconstruction et au développement du pays. Avec 10 agents nationaux sur place, l'OIM facilite le retour volontaire et la migration dans tous les pays du monde entier, le recrutement, le placement et le retour des réfugiés, la remise en état des infrastructures communautaires.



Aide transitoire en Afghanistan

En mars 2002, l'OIM a entrepris ce programme de subventions communautaires financé par l'USAID qui cible les infrastructures au niveau communautaire, à savoir les écoles, les cliniques, l'adduction d'eau potable et l'irrigation, ainsi que les voies secondaires et tertiaires. En collaboration avec le Ministère de la reconstruction et du développement rural, l'OIM a réalisé quelque 350 projets dans 30 des provinces que compte l'Afghanistan.

État du marché de Shahidan, dans la province de Bamyan
Philippe Branchat

Service d'information, de conseil et d'orientation

Ce service vise à assurer aux rapatriés un revenu du travail et un emploi durable en leur fournissant des informations et en les orientant vers des opportunités d'emploi, en assurant à leur intention des formations professionnelles et de gestion, en leur facilitant la mise sur pied de petites et micro-entreprises, et en leur donnant une formation en matière d'emploi. Pour chaque rapatrié saisissant cette opportunité, un réfugié afghan resté au pays bénéficie des mêmes avantages.

Grâce au programme de retour de l'OIM, Amir Parsa a pu regagner l'Afghanistan. Il a également bénéficié de l'aide de l'Organisation pour ouvrir un atelier de menuiserie à Kaboul.

© OIM 2003 (Photo: Mohammad Rahim)



Retour volontaires assistés

En collaboration avec l'ITAA et les gouvernements des pays d'accueil de par le monde, l'OIM facilite le retour volontaire des ressortissants afghans. À cette fin, elle fournit des informations et des conseils avant le départ des intéressés, assure leur transport, prend les dispositions requises concernant les transits et assure une assistance à l'arrivée, de manière à garantir des retours s'effectuant en sécurité et dans la dignité. Depuis mars 2002, l'OIM est venue en aide à 1 530 Afghans qui ont ainsi pu regagner leur pays.

Accueil de ressortissants afghans à l'aéroport de Kaboul
© OIM 2003 (Photo: Julia Hartlieb)



Un réalisateur de cinéma primé bénéficie de l'aide du Programme de l'OIM pour le retour des Afghans qualifiés



Le metteur en scène de cinéma afghan Siddiq Barmak est né en Afghanistan en 1962. Après avoir terminé ses études de cinéma à Moscou en 1987, il est rentré dans son pays où il a réalisé des court-métrages avant de prendre la tête de l'organisme d'État du cinéma de 1992 à 1996.

Comme beaucoup d'autres, il a fui le régime taliban et a trouvé refuge au Pakistan en octobre 1998. « Les médias en Afghanistan ont souffert sous les talibans » confirme-t-il. « Radio Afghanistan a été rebaptisée la Voix radio-phonique de la charia pour mettre en avant les valeurs islamiques fondamentalistes des talibans. Ils ont également interdit les films et la télévision parce qu'ils y voyaient une source de corruption morale. La musique aussi était considérée comme suspecte ».

« Pendant que j'étais en exil à Peshawar, j'ai lu dans le quotidien afghan Sahar le récit des souffrances d'une fillette empêchée de fréquenter l'école à Kaboul à cause des talibans. J'ai été choqué par tant d'absurdité et il me tardait de rentrer chez moi pour réaliser un film dépeignant ses souffrances.

Grâce au programme de l'OIM pour le retour des Afghans qualifiés, ce rêve est devenu réalité ».

Troisième sur une longue liste de candidats retenus pour bénéficier de ce programme, Barmak est rentré dans sa patrie en février 2002 pour diriger l'Organisation du cinéma afghan, récemment remise en place.

Le film *Osama* qui a vu le jour alors a été tourné en six mois avec des acteurs non professionnels venus d'orphelinats et de camps de réfugiés.

Barmak se rappelle comment il a découvert la vedette du film, Marina Golbahari. « Je l'ai trouvée dans les rues de Kaboul trois jours avant le tournage. Elle mendiait et dans ses yeux sombres se lisaient les souffrances qu'elle avait endurées. Sa famille – des Tajiks de la plaine Shomali – avait été particulièrement éprouvée sous les talibans. Son père avait été arrêté et une de ses sœurs était morte pendant une attaque à la roquette à Kaboul. Ses onze frères et sœurs vivaient dans le dénuement ».

Lorsque Barmak lui a demandé si elle voulait un rôle dans un film, elle l'a regardé fixement et lui a dit qu'elle ne savait pas de quoi il parlait. Elle n'avait jamais vu aucun film. « Elle s'est montrée si naturelle pendant le tournage – en fait elle n'interprétait pas un rôle, elle ne faisait que jouer face à la caméra les tragédies qu'elle avait elle-même



Siddiq Barmak

vécues. À bien des égards, son histoire incarne les souffrances, la tragédie du peuple afghan ».

Dans le film, le personnage joué par Marina se coupe les cheveux et enfle les vêtements de son père après que les talibans ont fermé l'hôpital où sa mère veuve travaillait. C'est de cette fillette de douze ans habillée en garçon que dépend la survie de la famille.

« Sous les talibans, les femmes ne pouvaient pas quitter leur domicile sans être accompagnée d'un parent masculin » explique Barmak. « Les familles sans homme étaient abandonnées à elles-mêmes et devaient se débrouiller comme elles pouvaient. Celles qui désobéissaient étaient sévèrement punies ».

Dans le film, les talibans envoient le jeune Osama et d'autres garçons dans une madrasa, une école religieuse qui servait également de centre de formation militaire pour les enfants enrôlés dans leur mouvement.

Quelques jours plus tard, les talibans découvrent qu'Osama n'est pas un garçon mais une fille. Condamnée par un tribunal religieux à la mort par lapidation, elle se voit contrainte, pour survivre, à se marier avec un vieux mollah, qui fait d'elle sa quatrième femme.

Barmak explique qu'il a changé la fin heureuse de son script original pour lui donner un dénouement tragique. « À Kaboul, au début, le film a été un choc pour le public parce que les gens y ont vu leur passé ».

Pour Barmak, le cinéma afghan a un bel avenir. « Dans un pays où le taux d'analphabétisme est supérieur à 80 %, le cinéma reste un des principaux médias. Grâce aux projectionnistes itinérants, *Osama* fait en ce moment le tour du pays. La réaction du public est fantastique, surtout dans la jeune génération ».

Barmak considère que la situation des femmes s'est améliorée depuis un an, surtout dans la capitale. « Mais Kaboul n'est pas l'Afghanistan et les changements doivent venir de la base, des villages ».

Marina Golbahari va maintenant à l'école et a de bons résultats, annonce fièrement Barmak, « elle s'est épanouie et a découvert un monde entièrement nouveau. Bien entendu, elle veut devenir actrice et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour l'aider. Je suis si fier de ce qu'elle a fait, de ce que le film a apporté aux Afghans et au monde ».

Quels sont ses projets d'avenir? Barmak marque une pause. « Je pense que je vais faire une comédie. Le pays a besoin de rire, de voir l'avenir avec plus d'optimisme ».

Osama s'est vu décerner cette année une mention spéciale par le jury de la Caméra d'Or au festival de Cannes et a reçu le grand prix du festival international du cinéma de Montréal. Le film a été en partie financé par le réalisateur iranien Mohsen Makhmalbaf, qui avait mis en scène le film *Kandahar*, également situé en Afghanistan.

Jean-Philippe Chauzy
OIM Genève

Un médecin africain rentré au pays fait œuvre de pionnier dans sa pratique



© CIM 2003 (Photo: Pindie Stephen)

Le docteur Mathenge dans sa clinique de Nairobi.

En nous faisant visiter les salles d'opération de l'hôpital de Nairobi, c'est incidemment que le docteur Robert Mathenge nous informe que la salle dans laquelle nous entrons est celle où se sont pratiquées les toutes premières opérations de chirurgie coronaire percutanée* dans toute l'Afrique de l'Est, sinon dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.

Le docteur Mathenge a reçu sa formation à l'Institut de cardiologie de Minneapolis, aux Etats-Unis. Ayant fait les démarches pour obtenir le droit de résider dans ce pays, il n'était pas très sûr de pouvoir jamais retourner au Kenya. Il avait d'ailleurs déjà fait le nécessaire pour que sa femme et sa fille le rejoignent au Minnesota. Alors que son intention première n'avait jamais

été de s'installer définitivement aux Etats-Unis, le coût du rapatriement lui paraissait prohibitif. Pendant ses trois années de résidence à Minneapolis, le docteur Mathenge avait accumulé des livres et du matériel, et le cercle familial s'était encore élargi. Lui et sa famille s'installaient progressivement dans leur pays d'accueil. Mais le mal du pays ne les avait pas quittés pour autant.

* La chirurgie coronaire percutanée s'applique à tout un éventail de procédures, depuis l'angioplastie – une intervention désormais courante – jusqu'à diverses opérations nécessitant l'accès au système circulatoire à l'aide d'un cathéter. Un chirurgien qualifié est en mesure de traiter avec succès un éventail étonnamment large de problèmes cardiovasculaires à l'aide de cette technique relativement peu invasive. En termes de résultats pour les patients, cela signifie un taux de mortalité inférieur à la chirurgie traditionnelle, une remise sur pied plus rapide et une moins grande probabilité de complications dans la mesure où l'intervention n'exige qu'une anesthésie locale. Adapté de *l'East African Medical Journal*, avril 2003.

Avec l'aide d'un bibliothécaire de l'Université du Minnesota, il a trouvé des informations sur le programme OIM de retour de nationaux africains qualifiés (ROAN). Ce programme offrait la prise en charge des billets d'avion pour toute la famille, en plus du transport du matériel, des livres et des effets personnels. Il prévoyait en outre une assistance de six mois pour la location d'un logement, censée permettre à la famille de se réinstaller.

Rentrer au pays en 1996 s'est avéré plus difficile que prévu, car bon nombre des anciens contacts étaient perdus. Le docteur et sa famille ont dû se rendre à l'idée qu'il n'était plus possible de reprendre leur vie telle qu'ils l'avaient laissée. Un nouveau départ s'imposait donc.

Sur le plan professionnel, les choses ne se sont pas révélées plus faciles. D'abord, le docteur Mathenge s'est trouvé complètement isolé dans son domaine. Il a découvert qu'il était le seul médecin de l'Afrique de l'Est et de la région des Grands Lacs à avoir reçu une formation spécialisée en chirurgie cardiaque. Les administrateurs des hôpitaux et les médecins spécialisés ne se fiaient pas à ses méthodes et ne les considéraient pas comme appropriées ou sûres pour leurs patients. A force de persévérance, il a fini en 1997 par créer à Nairobi sa propre clinique équatoriale de cardiologie et d'artériologie, en plus d'un laboratoire de cathétérisme cardiaque à l'hôpital de Nairobi.

Ce qui, dans son retour à la pratique médicale au Kenya, procure au docteur Mathenge la plus grande satisfaction personnelle, c'est la possibilité qui lui est donnée d'offrir à ses concitoyens les techniques médicales les plus modernes pour un prix raisonnable. Comme les opérations coronaires percutanées n'exigent ni anesthésie générale ni séjour prolongé en hôpital, le coût d'une telle intervention est d'un niveau qui apparaît abordable aux yeux du Kényen moyen.

Le jour où le docteur Mathenge nous a reçus, il nous a présentés à l'un de ses patients, Syambua Musyoka, un agriculteur de Machakos, au nord-est de Nairobi. « Ce qu'il y a de merveilleux dans cette technique », nous a expliqué le docteur Mathenge, « c'est que non seulement Syambua sera debout dans quelques heures, mais surtout sa famille n'aura pas à supporter pendant une



Le docteur Mathenge avec un patient

année entière les frais du traitement qu'il aurait dû recevoir à l'étranger ». C'est d'autant plus vrai qu'avant le retour du docteur Mathenge, la seule option envisageable était l'opération à cœur ouvert, c'est à dire une intervention d'un coût inabordable.

Le docteur Igor Kazanets, médecin-administrateur de l'OIM au Kenya, juge inestimable l'aide qu'apporte le docteur Mathenge à l'OIM. « C'est un vieux partenaire de l'OIM. Nous lui demandons son aide pour examiner les patients ayant des problèmes cardiaques et en particulier lorsqu'ils doivent prendre l'avion. Ses rapports médicaux sont non seulement très professionnels, ils nous sont indispen-

sables. Dans sa spécialité, c'est un praticien réputé dans le milieu médical et il est très respecté de ses collègues ».

A de nombreux égards, le docteur Mathenge incarne les idéaux poursuivis par le ROAN, un programme dont ont bénéficié plus de 2 000 personnes qualifiées. Il a facilité l'introduction de la technologie et du savoir-faire acquis durant sa formation à l'étranger. Il a créé une clinique où ses connaissances spécialisées ont pu être mises à la disposition d'une large frange de la société kényenne. Et, ce qui est plus important encore, il a amélioré la vie de ses patients qui ont eu la chance de pouvoir être traités par les procédures médicales dont il est l'initiateur en Afrique de l'Est.

Il faut espérer que beaucoup d'autres personnes talentueuses et clairvoyantes emboîteront le pas au docteur Mathenge et accepteront de surmonter les difficultés du retour au pays. Avec la nouvelle initiative MIDA (Migrations pour le développement en Afrique) de l'OIM, qui ouvre des voies multiples pour les cadres africains de la diaspora en termes d'échange de savoir-faire, c'est un vœu qui devrait rapidement se réaliser. A ce jour, le MIDA a permis à 159 cadres de regagner la République démocratique du Congo, le Burundi et le Rwanda, tandis que plus de 500 autres se sont déclarés prêts à participer à ce programme. Le site www.iom.int donne davantage d'informations sur le MIDA.



La brochure du programme MIDA de l'OIM

Dennis Haraszko et
Pindie Stephen, avec la contribution
d'Alice Githinji, OIM Nairobi

Morts de faim, de froid et de maladie

L'indemnisation des Roms de Roumanie qui ont été déportés en Transnistrie pendant la deuxième guerre mondiale

Au cours de la deuxième guerre mondiale, des milliers de Roms ont été déportés de Roumanie en Transnistrie, où ils ont dû vivre et travailler dans des conditions atroces. Si la Transnistrie était sous administration roumaine, elle était placée sous le contrôle militaire des unités allemandes SS. Après avoir passé en revue la plupart des demandes de dédommagement reçues des Roms de Roumanie au titre du Programme allemand de dédommagement du travail forcé (GFLCP) et du Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste (HVAP), l'OIM a instamment prié les donateurs de prévoir des indemnités pour les Roms qui avaient été déportés en Transnistrie. Comme l'ont révélé les preuves fournies à l'appui des demandes de dédommagement, l'intégralité de cette région pouvait être considérée comme une vaste zone d'extermination des Roms de Roumanie. Pour combler les pans de connaissance manquants de cette période de l'histoire et appuyer sa demande de reconnaissance des souffrances endurées par les Roms, l'OIM a décidé qu'un travail de recherche s'imposait. En octobre 2003, elle a reçu le feu vert de la Fondation allemande « Mémoire, responsabilité et avenir » pour indemniser les Roms déportés. A ce jour, plus de 2 300 Roms qui avaient été déportés à l'époque en Transnistrie et dont les demandes ont été rattachées à la catégorie des travailleurs forcés ont reçu un premier versement à titre de dédommagement.*

« Le soir du 15 septembre 1942 à cinq heures, le chef de la police locale



La plupart des victimes roms continuent de vivre pauvrement dans des zones où elles se sont regroupées.

est venu chez nous à Bucarest. Il nous a dit de nous habiller et de le suivre, ajoutant que c'était dans notre intérêt. D'après lui, nous devions être déportés en Russie où nous obtiendrions un logement, une terre à cultiver et des animaux à élever ». C'est pourtant en Transnistrie que Petre I et ses proches ont été déportés, et comme des milliers d'autres Roms et de Juifs, ils n'ont rien obtenu. Dans la doctrine nazie, les Roms venaient immédiatement après les Juifs en tant que groupe humain posant les plus grands problèmes raciaux et sociaux à la Roumanie.

Dans le cadre de ses programmes de dédommagement GFLCP et HVAP, l'OIM a reçu quelque 8 000 demandes de dédommagement en provenance de Roumanie. Environ 5 900 avaient été soumises par des Roms. Bon nombre de ceux-ci ont indiqué qu'ils avaient été expulsés vers la Transnistrie. Afin de mieux se représenter la situation régnant à cette époque, l'OIM a prié deux historiens du Musée mémorial de l'Holocauste à Washington, Paul Shapiro et Radu Ioanid, d'évaluer les demandes roumaines reçues par l'OIM à Genève. L'examen qu'ils ont fait de ces demandes a permis de confirmer la crédibilité de ces dernières et l'admissibilité des demandeurs au bénéfice de ces deux programmes.

« Les témoignages recueillis par l'OIM sont fascinants et plus que convaincants » ont conclu Shapiro et Ioanid. « Les déportés ont vécu les exécutions de masse, les viols collectifs, la faim et les maladies. Autrement dit, c'est bien de conditions d'extermination qu'il faut parler en Transnistrie. Rares sont les récits de ces victimes qui ne nous ont pas fait venir les larmes aux yeux ».

Selon Shapiro et Ioanid, environ 25 000 Roms ont été déportés en Transnistrie en 1942, sur les ordres directs du dirigeant roumain de l'époque, Ion Antonescu. Celui-ci, exécuté par le Gouvernement roumain en 1946, s'était rangé au côté des forces de

* La Transnistrie est le nom qui avait été donné à l'époque au territoire compris entre les fleuves Dniestr et Boug au sud de l'Ukraine, qui était soviétique avant la guerre et qui a été occupé par les troupes allemandes et roumaines en juillet 1941.



© OIM 2002 (Photo: Mihai Clondie)

Sous la férule communiste, bon nombre de Roms anciennement nomades ont été forcés à se sédentariser.

l'Axe et, si l'on ne peut pas parler de législation spécifiquement anti-Rom lorsqu'il tenait les rênes du pays, la propagande anti-Rom était néanmoins omniprésente en ces temps-là. C'est ce qui explique que la déportation des Roms ne se soit pas heurtée à une forte résistance de la part de la population roumaine.

Certains des Roms déportés ont fait le voyage jusqu'à la frontière dans des charrettes tirées par leurs propres chevaux, en s'arrêtant à tous les postes de police rencontrés en chemin, après quoi leurs effets personnels leur ont été confisqués. D'autres ont été transportés en train. Au lieu de destination finale, ils ont été mis de force au travail sous la surveillance d'officiers SS, d'Allemands de souche vivant sur place ou d'administrateurs roumains. Il ressort clairement des indications données dans les demandes soumises à l'OIM que ces Roms ont été astreints à des conditions de travail extrêmement éprouvantes. Transportant des pierres dans des carrières, construisant des routes ou des voies de chemins de fer, ou encore travaillant dans des exploitations agricoles, ils étaient astreints à 14 heures de dur labeur par jour et ne recevaient que très peu d'eau et de nourriture. « Les gens mourraient de faim et de froid, beaucoup étaient emportés par la fièvre typhoïde », a indiqué Petre I dans sa demande. La faim ne quittait jamais l'esprit des déportés. « Ils mangeaient tout ce qu'ils pouvaient trouver, à savoir des écorces d'arbre, de l'herbe, des racines, du maïs cru, et jusqu'à des rats

et des souris. Ils allaient jusqu'à récupérer le grain qu'ils trouvaient dans les excréments d'animaux ». Shapiro et Ioanid ont en outre noté que, dans quelques camps de détenus juifs et de prisonniers de guerre, un certain nombre de cas de cannibalisme ont été signalés.

Petre I a été témoin de l'une de ces situations épouvantables. « La sœur de mon père est morte de la fièvre typhoïde. Alors qu'elle avait déjà été mise en terre, les autres Roms l'en ont extraite pour la manger car elle était bien en chair ». Petre I a été déporté dans un lieu dénommé Koronika. Il se souvient que beaucoup de ses co-détenus n'ont pas survécu au premier hiver en Ukraine. « Les conditions, cet hiver-là, étaient terribles. Sur 10 500 personnes, 7 500 seulement ont survécu ». Selon les estimations officielles, seulement un déporté sur trois en Transnistrie a survécu à ces conditions et a pu regagner la Roumanie après la guerre. Parmi ceux-là, et notamment parmi les femmes, les enfants et les personnes âgées, beaucoup n'ont pas vécu pour voir la fin de ce très éprouvant voyage de retour.

Petre I a eu la chance de rester en vie. « Lorsque nous nous sommes mis en route, nous avons formé des convois de quelques personnes. Les nazis nous ont capturés et mis en file pour nous exécuter. Ils ont abattu 37 personnes. Lorsqu'ils ont commencé à manquer de munitions, nous en avons profité pour nous enfuir et des soldats roumains sont arrivés et nous ont sauvés ». Ayant finalement pu regagner sa ville d'ori-

gine, Petre I a découvert que plus rien ne subsistait de ce qu'il avait laissé derrière lui. Un énorme cratère de bombe avait pris la place de sa maison.

Selon les historiens, « la plupart des Roms déportés se sont trouvés fort dépourvus à leur retour. Les familles étaient dispersées et ne possédaient plus rien ». Sous la férule communiste, bon nombre des Roms autrefois nomades ont été forcés à se sédentariser dans des zones climatiques défavorables dont l'aridité du sol ne se prêtait guère à l'agriculture. Aujourd'hui, la plupart des survivants dépendent pour leur existence de modestes pensions mensuelles et certains d'entre eux affirment qu'ils sont toujours victimes de discrimination en Roumanie.

Pour Paul Shapiro et Radu Ioanid, les demandes adressées par les Roms à l'OIM ne revêtent pas seulement une importance du simple point de vue humanitaire ni parce que ces personnes méritent d'être indemnisées. « Bien souvent, ce qui compte pour les victimes, ce n'est pas d'être indemnisées de ce qu'elles ont perdu. Pour bon nombre d'entre elles, il est plus important encore de savoir ce qui s'est réellement passé. Mais les Roms de cette génération n'écritont sans doute pas eux-mêmes leur propre histoire. Et si ces témoignages n'avaient pas été recueillis, ils ne pourraient pas servir à de futures recherches et cette partie de leur histoire serait sans doute perdue ».

Marie Agnes Heine
OIM Genève



Igiaba Scego, journaliste et auteur

MIGRA, l'Agence italienne d'information en ligne pour les immigrés – www.migranews.net – a été récemment créée dans le cadre du projet EQUAL de l'Union européenne « L'image des migrants dans les médias, dans la société civile et sur le marché du travail », qui jouit de l'appui de l'OIM, du Bureau Archives de l'immigration et du dossier statistique Caritas Rome, en plus de 19 autres partenaires.

Avec une rédaction centrale basée à Rome, deux rédactions locales à Turin et Bari et un réseau d'environ 60 immigrés jouant le rôle de correspondants locaux à temps partiel partout dans le pays, MIGRA couvre la migration et l'intégration des immigrés dans la société italienne avec ses nouvelles et ses chroniques. L'agence s'efforce de lutter contre les reportages à caractère superficiel ou sensationnaliste et se donne pour objectif de prévenir et de traiter les problèmes liés à la discrimination, à

MIGRA donne la parole aux migrants

l'exclusion et à l'inégalité sur le marché du travail et dans la société civile. Le projet assure en outre des cours de formation pour les journalistes immigrés et constitue une source d'informations pour les médias italiens. L'équipe rédactionnelle de MIGRA a rédigé cet article spécialement pour OIM Infos.

Donner la parole aux immigrés, faire des immigrés une source d'information: tel est l'objectif que nous nous sommes donné à MIGRA, la première agence d'information en ligne couvrant quotidiennement un large éventail de questions liées aux migrations.

Avec MIGRA, ce que nous voulons, c'est nous poser en interlocuteurs des médias italiens traditionnels, en faisant valoir notre potentiel de source précieuse d'informations, en fournissant des informations actualisées et en mettant à disposition notre savoir-faire, en rédigeant des fiches d'information et en organisant des tables rondes et autres manifestations. L'agence fait le maximum pour prendre le contre-pied des reportages superficiels et souvent sensationnalistes qui font des immigrés le portrait d'êtres humains « différents » et impliqués d'une manière ou d'une autre dans des activités criminelles, contribuant de ce fait à leur exclusion sociale.

La rédaction centrale à Rome emploie quatre personnes. Deux autres rédactions situées à Turin et à Bari recueillent et traitent des informations au nord et au sud de l'Italie grâce à un réseau de 60 immigrés faisant office de correspondants locaux intermittents. Certains de ceux-ci sont des journalistes dûment formés; d'autres sont des spécialistes des questions migratoires et tous sont en contact étroit avec la société italienne. Ils sont nos parte-

naires les plus proches et, par leur intermédiaire, nous avons à notre disposition une abondance d'informations précises et à jour.

Nous ne sommes pas à l'affût des scoops et nous savons qu'il n'est guère facile de retenir l'attention des poids lourds de l'information. Cependant, les médias ont jusqu'ici réagi positivement. RAI News 24, la chaîne italienne de télévision par satellite nous a demandé de produire une série de dix communiqués spéciaux d'intérêt public d'une durée de 5 minutes exposant les stéréotypes dont sont victimes les immigrés en Italie. Le résultat – *Dix préjugés auxquels il faut tordre le cou* – s'est attaqué à toutes sortes d'idées préconçues entourant les immigrés, telles que leur influence prétendument néfaste sur le marché du travail, leur soi-disant dépendance à l'égard de l'Etat, leurs liens supposés avec les réseaux criminels et leur soi-disante « incompatibilité culturelle ».

Ces communiqués d'intérêt public étaient constitués de récits d'immigrés et d'analyses faites par des experts en migration, en intégration et en statistiques. Nous avons le sentiment qu'ils ont contribué à informer le grand public des problèmes auxquels sont confrontés les immigrés dans leurs efforts d'intégration à la société italienne.

MIGRA offre en outre ses services à la municipalité de Rome et à tout un ensemble d'institutions et d'autres entités désireuses de parfaire leur connaissance des questions migratoires.

Nous avons la conviction que MIGRA fait beaucoup pour donner une image plus positive des immigrés qui contribuent au bien-être de la société italienne.

La rédaction de MIGRA



L'équipe rédactionnelle de MIGRA

Igiaba Scego, journaliste et auteur dont les parents sont nés en Somalie, explique pour OIM Infos ce qui motive son action au sein de MIGRA.

Je suis née à Rome le 20 mars 1974. Ce jour-là, d'après ce que me dit ma mère, le personnel de l'hôpital était en grève et ma naissance a été une expérience très mouvementée. J'étais une frêle créature mais dotée d'un vrai caractère, comme dit ma maman. Je pense que c'était un bon présage de naître pendant une grève! Cela m'a rendu consciente de mes droits dès mes plus jeunes années d'école.

Mes parents sont des ressortissants somaliens qui ont cherché refuge en Italie après le coup d'Etat militaire de Siad Barre en 1969, lequel a mis un terme à un agréable interlude démocratique dans le pays.

Le transfert en Italie n'a pas été chose facile pour mes parents. Au début, leurs vies ici étaient emplies d'incertitudes. En plus des attitudes de méfiance et de racisme auxquelles ils étaient confrontés, ils étaient au prise avec des difficultés financières suite à la confiscation de leurs biens par le gouvernement dictatorial de Barre. Cela ne les a pas empêchés de me transmettre leur affection, leur courage et leur détermination.

Grâce à leur persévérance, je me sens aujourd'hui à la fois somalienne et italienne.

Titulaire d'un diplôme de langues étrangères, c'est à l'université que je me suis découvert une passion pour l'écriture. J'avais pris l'habitude de prendre la plume pour traiter de multiples sujets et, plus tard, j'ai décidé d'écrire sur la migration et la vie des immigrés en Italie. J'ai écrit des articles pour des magazines comme *Latino-america* et *Carta*, et à présent j'écris pour MIGRA. En 2003, j'ai remporté le prix littéraire Eks&tra, décerné à des écrivains immigrés. Je suis aussi l'auteur d'un livre pour enfants, *La nomade qui aimait Alfred Hitchcock*, dans lequel j'explique aux jeunes lecteurs les hauts et les bas de la vie d'une femme somalienne ayant immigré en Italie. Même si ce livre s'adresse à des enfants, les thèmes dont il traite, comme la guerre et les mutilations génitales féminines, intéressent également

les adultes. Ce récit est également l'occasion pour les lecteurs de découvrir la Somalie, son histoire, sa géographie et sa culture.

Mon intérêt pour le multiculturalisme vient de mes racines somaliennes et il n'a fait que s'aiguiser encore lorsque j'ai rencontré des personnes ayant la même disposition d'esprit. Après mes études, j'ai travaillé pour des ONG sans jamais cesser d'apprendre. En 2002, j'ai obtenu un maîtrise en maintien de la paix et en sécurité à l'Université de Rome III. Je suis en train de terminer un cours spécial consacré à l'éducation interculturelle.

Je vis aujourd'hui à Rome. Je travaille et continue d'écrire sur le fait migratoire et les obstacles auxquels se heurtent les immigrés qui tentent de s'intégrer dans la société italienne. Voyez-vous, j'ai un rêve, un peu comme Martin Luther King Junior, et ce rêve finira bien par se réaliser, ne croyez-vous pas?

L'OIM Rome apporte son soutien à MIGRA, qu'il encadre d'une certaine façon en prenant part au comité de rédaction, lequel réunit chaque semaine un membre du secrétariat technique et des journalistes et correspondants locaux de MIGRA. Le bureau de Rome encourage en outre la collaboration entre la rédaction centrale de MIGRA et le service de presse de l'OIM.

L'OIM Rome juge fondamental de parler de la migration et de donner à des groupes minoritaires l'occasion de se faire entendre en Italie par la voix de journalistes immigrés. Ce projet dont le budget s'élève à 1,8 million d'euros est financé par la Commission européenne et géré par le Ministère italien du bien-être.

Aide à la population locale et aux Colombiens déplacés dans les provinces frontalières du nord

Depuis janvier 2001, époque à laquelle l'OIM a mis sur les rails son programme de « renforcement communautaire des provinces frontalières du nord de l'Equateur », plus de 200 000 personnes ont bénéficié de son aide ; parmi celles-ci se trouvaient la moitié de tous les réfugiés colombiens en Equateur.

Le Ministère équatorien des affaires étrangères rapporte que, depuis janvier 2000, plus de 19 000 Colombiens ont sollicité le statut de réfugié en Equateur. Les dossiers de près de la moitié de ceux-ci ont été examinés dans les provinces frontalières d'Esmeraldas, Carchi, Sucumbíos et Imbabura, où des programmes de l'OIM sont actuellement en cours de réalisation.

La frontière septentrionale de l'Equateur constitue depuis des décennies l'une des régions les plus pauvres et les plus vulnérables du pays. La population, constituée d'Afro-équatoriens et d'Indiens autochtones, n'avait pas accès aux services essentiels, comme l'eau potable et les réseaux d'assainissement. De ce fait, les conditions sanitaires étaient également un problème.



Une eau fraîche et pure a permis de faire baisser de façon spectaculaire les maladies gastro-intestinales, surtout chez les enfants.

L'arrivée de déplacés colombiens, qui ont commencé à fuir en Equateur en 2000, a posé un sérieux défi à l'OIM, confrontée à la nécessité d'aider ces communautés frontalières à accroître leur capacité d'absorption pour accueillir les nouveaux arrivants, tout en les aidant à se développer.

Au cours des deux dernières années, 30 systèmes d'adduction d'eau ont été construits dans des zones rurales et semi-urbaines, de même que 16 ponts, une route d'environ 90 kilomètres et 6 canaux d'irrigation. Ces projets ont non seulement amélioré la santé et l'assainissement, mais ont aussi augmenté la productivité de la région qui dépend en majeure partie du commerce de poissons et de céréales.

L'OIM a apporté l'eau potable à la ville de Général Farfán et a entrepris de construire un système d'assainissement dont bénéficieront plus de 1 200 personnes. Cette ville située sur le fleuve

San Miguel est devenue un point d'entrée important pour les Colombiens déplacés. L'infrastructure mise en place par l'OIM a renforcé les capacités de Farfán en termes d'accueil de Colombiens fuyant les combats.

Etant donné que ces communautés paient également un lourd tribut au chômage, l'OIM encourage l'utilisation de la main-d'œuvre locale dans l'ensemble de ses projets. Cela signifie qu'environ 1 200 chefs de famille ont été employés sur différents chantiers, ce dont ont bénéficié directement environ 6 000 personnes.

Plus de 20 millions de dollars E-U ont été investis dans le programme, grâce à un financement fourni par l'USAID. Ce programme est exécuté en coordination avec UDENOR, l'agence créée par le Gouvernement équatorien pour superviser la situation politique et sociale de la zone frontalière.



Ce système d'adduction d'eau parrainé par l'OIM emploie 20 % de femmes, lesquelles reçoivent le même salaire que les hommes.